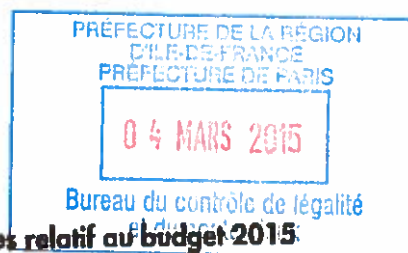




Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr



DÉLIBÉRATION 2015 01 - Débat d'Orientations Budgétaires relatif au budget 2015

Séance du Comité syndical du 18 février 2015

Vu l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant qu'un débat sur les orientations budgétaires est obligatoire dans les Villes de 3 500 habitants et plus, qu'il doit se tenir dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif, dans les conditions fixées par l'article 16 du règlement intérieur ;

Considérant que ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires préfigurant les priorités qui seront inscrites dans le cadre du budget primitif 2015 ;

Sur le rapport de la présidente figurant en annexe ;

Le Comité syndical, après en avoir débattu,

PREND ACTE de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires relatif au budget primitif 2015 du Syndicat Autolib' Métropole.



La Présidente,

M. P. de la Gontrie

Marie-Pierre de La GONTRIE



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

DÉLIBÉRATION 2015 01 - Débat d'Orientations Budgétaires relatif au budget 2015

Séance du Comité syndical du 18 février 2015

Exposé des motifs

L'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales prévoit un débat dans les deux mois précédant l'adoption du budget. Le rapport annexé a donc pour objet de présenter les différents éléments nécessaires au Comité syndical pour débattre des orientations budgétaires de l'exercice 2015.

Il est prévu d'approuver le compte de gestion 2014, le compte administratif 2014, de voter le report d'affectation et de voter le budget primitif 2015 lors de la séance de mars 2015,

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en prendre acte.

La Présidente



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

Débat d'orientations budgétaires 2015

L'article L 2312-1 du code général des collectivités territoriales prévoit un débat dans les deux mois précédant l'adoption du budget. Le présent rapport a donc pour objet de présenter les différents éléments nécessaires au Comité syndical pour débattre des orientations budgétaires de l'exercice 2015.

Il est prévu d'approuver le compte de gestion 2014, le compte administratif 2014, de voter le report d'affectation et de voter le budget primitif 2015 lors de la séance de mars prochain, en accord avec les services de la direction régionale des finances publiques d'Ile-de-France.

Le budget d'Autolib' Métropole se caractérise par le fait qu'il n'enregistre que très peu de recettes « définitives ». Dans le budget du Syndicat, la majeure partie des dépenses et des recettes sont des opérations transitoires entre les villes adhérentes et le délégataire (subventions d'équipement reçues puis reversées, redevances de voirie encaissées puis reversées).

Les recettes à ce jour ont été les suivantes :

- redevances des 80 stations cédées par la Région au Syndicat (350 K€/an).
- redevances des 133 stations financées par le Syndicat (587 K€/an).
- cotisations des membres fondateurs du syndicat pendant les 3 premières années (2,08 M€).
- cotisations versées par les nouveaux adhérents la première année (soit 86 205 euros en 2014 et 22 500 euros en 2013).
- redevance de frais de contrôle annuelle de 300 000 euros versée par le délégataire.

Dorénavant les recettes récurrentes sont les redevances des stations de la Région, les redevances des stations financées par le Syndicat, les cotisations des nouvelles villes et la redevance du délégataire.

Enfin, le Syndicat rembourse un prêt de 18M€ dont le contrat a été examiné en Comité syndical en mai 2011, à savoir 1,8 M€ en capital chaque année et environ 690 000 euros d'intérêts pour 2015 (intérêts dégressifs de 80K€ tous les ans). Le Syndicat a financé 133 stations grâce à ce prêt et certaines villes ayant opté pour un financement par étalement ont également pu construire 75 stations. Chaque année le Syndicat appelle auprès des villes le montant de l'annuité pour rembourser l'emprunt de ces stations. Le Syndicat ne demande pas de frais de gestion pour ces opérations comptables. Par ailleurs, pour les 133 stations financées par le SMA, le Syndicat a remboursé le prêt à hauteur de 1,33M€ en capital et 0,64M€ en intérêts entre 2012 et 2014.

Deux flux financiers importants envisagés lors de la détermination du modèle économique du Syndicat mixte ont été remis en cause en 2014 :

- Le non-versement d'une subvention de l'ADEME à hauteur de 4 M€, au motif que le Syndicat mixte avait fait le choix de recourir à une DSP plutôt que d'exploiter le service Autolib' en régie directe. Cette subvention aurait permis de financer 80 stations dont les redevances auraient été versées au Syndicat mixte, au même titre que les stations financées par la Région (350 k€/an).
- La diminution possible de la redevance d'exploitation prévue à l'article 43.2 de la convention de DSP, versée contractuellement dès constatation de résultats d'exploitation cumulés positifs dans les comptes du délégataire. Selon le plan d'affaires initial (annexe A8-4 de la convention de DSP), cette redevance, correspondant à 10% du chiffre d'affaires, devait intervenir dès l'exercice 2018, à hauteur de 5,2M€, pour un total de 26 M€ entre 2018 et 2022. A la lecture du 1^{er} plan d'affaires actualisé produit par le délégataire, le montant de ce « partage de résultats » n'interviendrait plus qu'en dernière année de contrat (2022) à hauteur de 1,8 M€. L'écart ainsi constaté, non définitif à ce jour, a notamment pour origine, d'une part, le décalage dans la mise en œuvre du déploiement des stations par rapport au programme d'origine, qui reporte de manière non récupérable des recettes d'exploitation et, d'autre part, un alourdissement conséquent des charges d'exploitation par rapport aux données prévisionnelles affichées lors de la signature de la convention.

Ce partage des résultats corrigé à la baisse avec la production du premier plan d'affaires actualisé, nous a conduit à revoir également les projections pluriannuelles des comptes du Syndicat.

Compte tenu des données qui précèdent, les dotations et subventions enregistrées les premières années suivant la création du SMA, l'avaient doté de résultats annuels cumulés importants :

- Près de 19 M€ fin 2011, avant la mobilisation du prêt, mais également avant reversement des subventions d'investissement au délégataire ;
- 21,8 M€ en 2012, après mobilisation du prêt et versement de subventions d'investissement au délégataire (dont certaines non préfinancées car correspondant au système de l'étalement) ;
- 14 M€ en 2013 ;
- 12,2 M€ en 2014, dont environ 2,5 M€ proviennent d'un rattrapage d'amortissements pour les exercices 2012 et 2013.

Cette décroissance des excédents devait se poursuivre jusqu'au partage des résultats avec le délégataire prévu initialement en 2018 et venant ainsi équilibrer les comptes du Syndicat.

Les pistes de solutions

La production du plan d'affaires actualisé amène le Syndicat à explorer toutes les pistes de solutions au premier rang desquelles figure l'analyse et la discussion de certaines charges d'exploitation dans les comptes du délégataire et de l'équilibre global en résultant.

Une négociation doit rapidement s'engager à cet effet avec le délégataire.

D'autres pistes éventuelles seront à examiner afin d'éclairer le champ des possibles :

- L'augmentation de la redevance payée par le délégataire, (750€/an/station)

- la mise en place de frais de gestion par station,
- la refonte du dispositif pour les stations financées par le syndicat,
- le transfert de patrimoine ayant pour conséquence l'abandon des redevances d'occupation du domaine public au syndicat,
- l'augmentation des tarifs où une partie des recettes serait versée par le délégataire au syndicat, la mise en œuvre d'activités connexes sources de recettes publicitaires ou bien encore la recherche de subventions européennes
- L'augmentation des cotisations des membres,

Le déploiement du service envisagé pour 2015

En 2014, 7 nouvelles communes ont rejoint Autolib' Métropole. Il avait été prévu de réaliser environ 270 stations en 2014, une trentaine de stations seulement a été livrée. Plusieurs causes expliquent ces reports : les nouvelles adhésions et les travaux retardés par les échéances électorales, l'application de la réglementation amiante qui a renchéri le coût des stations, l'instruction technique des stations en parking et enfin le report en 2015 des 50 stations prévues par la Ville de Paris suite à la surcharge de travail des services d'instruction technique de la Ville.

Au 31 décembre 2014, le Syndicat comptait 66 communes adhérentes. Le cap des 170 000 abonnements a été franchi, et des records de locations s'observent tous les week-ends avec plus de 28 000 locations par week-end. Plus les stations se développent en métropole, plus la part des abonnés hors Paris augmente ainsi que les déplacements en rocade. Autolib' propose une réelle alternative à la voiture thermique polluante et bruyante. Les métropolitains ont accès à un service écologique et économique, ce service se déploie progressivement grâce à l'adhésion des nouvelles villes.

871 stations sont implantées sur le territoire métropolitain au 31 décembre 2014. Il est prévu de réaliser en 2015 environ 155 stations supplémentaires, prévisions qui restent à affiner selon la faisabilité technique des projets et l'arrivée de nouvelles villes adhérentes (une vingtaine envisagée). Les stations supplémentaires se décomposeraient de la manière suivante :

- sur voirie : 50 stations à Paris, issues du redéploiement de stations initialement prévues en parking, et 65 en banlieue.
- en parking : 35 stations à Paris et 5 en banlieue.

Les prévisions de recettes 2015

Comme pour l'année passée, les financements 2015 d'Autolib' Métropole proviendront essentiellement :

- de la redevance pour frais de contrôle versée par le délégataire,
- du remboursement des annuités versées par les villes au syndicat qui ont opté pour l'étalement dans le cadre du remboursement du prêt,
- des indemnités de superposition d'affectation versées par le délégataire,
- des subventions d'investissement versées par les villes pour le financement des stations,
- des subventions pour études et réceptions des bornes tiers supplémentaires destinées aux véhicules électriques des particuliers dans les stations Autolib',
- des contributions versées par les villes lors de leur adhésion,
- du report des dépenses non réalisées notamment en études,
- des amortissements des subventions d'investissement reçues et versées,
- des éventuelles recettes exceptionnelles liées à l'application de bonus/malus liés à la qualité de service délivrée par le délégataire.

Il est envisagé d'augmenter en 2015 la contribution obligatoire des nouvelles collectivités

adhérentes, fixée aujourd'hui à 1 500 euros par station. Cette contribution pourrait atteindre 2 000 euros par station pour 2015. Il est rappelé que les premières villes à avoir adhéré au Syndicat ont acquitté la cotisation 3 années de suite (744 euros par an et par station). Dorénavant cette cotisation est versée une seule fois, la première année d'adhésion.

Les prévisions de dépenses 2015

Le Comité syndical a délibéré en mai 2011 pour approuver la signature d'un prêt de 18M à un taux de 4,3650%). Ce prêt avait été mobilisé en 2012 pour le financement des stations. Ce prêt libéré intégralement en août 2012, est, pour mémoire, amorti linéairement, c'est-à-dire remboursé par des annuités en capital identiques de 1,8 M€ et d'intérêts dégressifs. En 2015, le montant de la troisième annuité sera donc de 1,8 M€ et de 610 663 euros pour les intérêts (690 324,75 euros en 2014).

133 stations ont été ainsi prises en charge directement par le Syndicat, et 75 autres par les collectivités ayant eu recours à ce prêt.

Les dépenses d'Autolib' Métropole seront constituées essentiellement en 2015 :

- du versement au délégataire des subventions d'investissement en fonction de la réalisation et de la réception des stations,
- du remboursement de l'annuité du prêt (capital et intérêts),
- des frais de fonctionnement du syndicat (personnel, indemnités des élus, location des bureaux, frais divers),
- des études et honoraires nécessaires au contrôle du délégataire et de la sécurisation juridique et financière des décisions du Syndicat,
- des amortissements des subventions d'investissement reçues et versées,
- du reversement aux collectivités des indemnités de superposition d'affectation 2014.

Prêt et placements de fonds

Suite à la délibération 2014-013 du 27 février 2014, la société générale a été saisie par écrit et a répondu en mai 2014. Le courrier est joint à la présente délibération. L'établissement bancaire n'accepte pas la renégociation du taux (4,3650%), lui-même ayant couvert ce prêt et étant dans l'incapacité de le renégocier. A ce jour, le Syndicat doit encore verser à la société générale 13,8 M€ en capital plus le montant des intérêts s'élevant à 3,03 M€ soit 16,83 M€ au total, d'ici août 2022.

Si le Syndicat remboursait la banque, l'indemnité demandée par la société générale se monte à 2,45 M€ soit 16,25 M€ (capital et intérêts). En définitive, le Syndicat ne peut s'adresser à un autre établissement bancaire pour refinancer cette dette dans la mesure où le gain serait minime voir négatif.

Par la même délibération, le président avait également été autorisé à placer les fonds disponibles en comptes à terme pour l'année 2014. Toutefois, cette action n'a pas été mise en œuvre dans la mesure où les comptes à terme ont perdu tout rendement au cours de l'année 2014.

L'équilibre du budget

Lors du vote du budget 2014, un résultat d'investissement de - 6,8 M€ avait été prévu. Grâce au report de résultats 2013 de près de 14 M€, le résultat à la fin de l'exercice 2014 s'établissait, en prévisionnel, à 6,2 M€.

Comme indiqué précédemment, le rythme des réalisations de stations en 2014 n'a pas atteint les prévisions, ce qui a généré en fin d'année 2014, un écart moins important entre les recettes et les dépenses d'investissement que celui envisagé au BP 2014, à -4,6 M€ au lieu de -6,8 M€. Le Syndicat a par ailleurs payé sur le budget 2014 des stations mises en service en 2013, non facturées par le délégataire en 2013.

Au niveau du fonctionnement, le résultat s'est établi à près de 4 M€ du fait du rattrapage d'écritures d'amortissement des subventions d'investissement des collectivités versées au Syndicat.

Au 31 décembre 2014, le résultat cumulé (investissement et fonctionnement) s'élève donc à 12,3 M€.

Ce montant sera nécessaire à la couverture de la poursuite de la politique d'investissement en 2015, qui, comme indiqué précédemment, prévoit la réalisation de 155 nouvelles stations. Elles génèreraient environ 8,4 M€ de subventions versées par les membres pour environ 13,5 M€ de subventions à reverser au délégataire. Ce décalage, lié aux opérations en cours et aux nouvelles stations, aura pour conséquence de générer un déficit d'investissement d'environ 6,7 M€. Ce dernier tient également compte du remboursement en capital (1,8 M€) de la 4^{ème} année du prêt.

Par ailleurs, l'exercice 2015 enregistrera en fonctionnement les dépenses et recettes liées au pic de pollution 2014 à hauteur de 0,5 M€. Sur ce point, il sera proposé désormais, et pour la première fois, dans le cadre du BP 2015 d'inscrire une ligne de « dépenses imprévues » à hauteur de 0,2 M€ pour faire face à une éventuelle situation similaire.

DÉLIBÉRATION 2015 02 - Programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire – Mise en œuvre de la loi du 12 mars 2012

Séance du Comité syndical du 18 février 2015

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée ;
Vu la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;
Vu le décret n°2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n°2012-1293 du 12 mars 2012 ;
Vu la circulaire du Ministère de l'Intérieur du 12 décembre 2012 NOR : INTB1240384C relative à la mise en œuvre du dispositif d'accès à l'emploi titulaire dans la fonction publique territoriale prévu au chapitre II du titre Ier de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 ;
Vu le budget du Syndicat Autolib' Métropole ;
Vu l'avis favorable du CT placé auprès du CIG petite couronne en séance du 3 février 2015 ;
Considérant les besoins du Syndicat et les objectifs de la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences et la nécessité de pérenniser cet emploi dans le cadre d'emplois et le grade indiqué ci-après ;

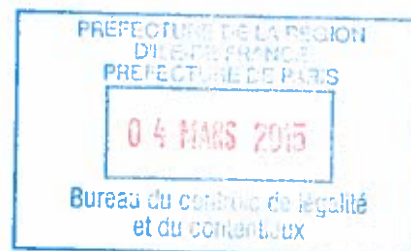
Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** l'organisation et le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire au titre de l'année 2015 comme suit :
Filière technique – Cadre d'emplois : Ingénieur – Grade : Ingénieur – Emploi ouvert 1 - poste ouvert en 2015 : 1
- **CONFIE** sa mise en œuvre à la Présidente et l'organisation de la sélection professionnelle au Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne.
- **AUTORISE** la Présidente à signer la convention relative à l'organisation des sélections professionnelles avec le Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne et tous les documents s'y rapportant.
- **DIT** que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.



La Présidente,

Marie-Pierre de La GONTRIE





Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

DÉLIBÉRATION 2015 02 - Programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire – Mise en œuvre de la loi du 12 mars 2012

Séance du Comité syndical du 18 février 2015

Exposé des motifs

La loi n°2012-347 du 12 mars 2012 prévoit la mise en place d'un dispositif d'accès à l'emploi titulaire pour les agents contractuels jusqu'au 12 mars 2016. L'article 8 du décret n°2012-1293 du 22 novembre 2012 dispose que le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire détermine, en fonction des besoins de la collectivité ou de l'établissement public et des objectifs de la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences, les grades des cadres d'emplois ouverts aux recrutements réservés, le nombre d'emplois ouverts à chacun de ces recrutements et leur répartition entre les sessions successives de recrutement. Lorsqu'il prévoit l'organisation d'un recrutement réservé sans concours, le programme pluriannuel définit, outre le nombre d'emplois ouverts, les conditions dans lesquelles ces recrutements seront opérés, lesquelles prennent notamment en compte les acquis de l'expérience professionnelle correspondant aux fonctions auxquelles destine le cadre d'emplois d'accueil.

La présentation du rapport et du programme donne lieu à un avis du comité technique dans les conditions fixées à l'article 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 qui a émis un avis favorable en séance du 3 février 2015.

Elle précise qu'il est nécessaire compte tenu des besoins du Syndicat et des objectifs de la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences, de pérenniser cet emploi dans le cadre d'emplois et le grade suivant :

Filière technique – Cadre d'emplois : Ingénieur – Grade : Ingénieur – Emploi ouvert 1 - poste ouvert en 2015 : 1

Elle indique que le programme pluriannuel d'accès à l'emploi est soumis à l'approbation du Comité syndical, puis mis en œuvre par décision de l'autorité territoriale.

Par ailleurs, la présidente propose à l'assemblée de confier au Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne, l'organisation de la sélection professionnelle pour l'accès à l'emploi titulaire. Elle ajoute que le coût par dossier de sélection confié est fixé à 87 euros pour la catégorie A et, elle précise qu'un seul agent entre dans ce dispositif.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

Autolib' Métropole - 16 rue de la Banque 75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

CONVENTION

POUR L'ORGANISATION DES COMMISSIONS DE SELECTION PROFESSIONNELLE PAR LE CENTRE INTERDÉPARTEMENTAL DE GESTION DE LA PETITE COURONNE POUR LE COMPTE DES COLLECTIVITES AFFILIEES

ENTRE,

Le Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne de la région Ile-de-France représenté par Jacques Alain BENISTI, Président, agissant en cette qualité conformément à la délibération du Conseil d'Administration en date du 18 février 2013, d'une part

ET,

La collectivité / l'établissement

Syndicat mixte Autolib' Métropole

Représenté par sa Présidente Marie-Pierre de La GONTRIE agissant en cette qualité conformément à la délibération du Comité syndical en date du 18 février 2015 d'autre part.

Il est convenue ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} - PRINCIPES GÉNÉRAUX

Conformément aux dispositions de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.

Le Syndicat mixte Autolib' Métropole

confie au Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne la mission d'organiser par cette convention, les sessions de sélection professionnelle pour les grades et pour le nombre d'emplois prévus par le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire de la collectivité / l'établissement.

ARTICLE 2 - COMPOSITION DES COMMISSIONS DE SELECTION

Conformément à l'article 19 de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012, la commission de sélection professionnelle est présidée par le président du Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne ou par la personne qu'il désigne, qui ne peut être un agent de la collectivité/ l'établissement.

La commission se compose en outre d'une personnalité qualifiée désignée par le président du Centre de Gestion et d'un fonctionnaire de la collectivité / l'établissement appartenant au moins à la catégorie dont relève le cadre d'emplois auquel le recrutement donne accès. Ce dernier membre de la commission peut changer si la commission se prononce sur l'accès à des cadres d'emplois différents. Par ailleurs, le Président de la commission et la personnalité qualifiée peuvent, le cas échéant, siéger pour sélectionner les candidats à différents grades d'un même cadre d'emplois ou à différents cadres d'emplois.

ARTICLE 3 - L'ORGANISATION DE LA SELECTION PROFESSIONNELLE

Le président du Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne ouvre, par arrêté, les sessions des sélections professionnelles pour les grades et pour le nombre d'emplois prévus par le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire de la collectivité / l'établissement public. Selon les modalités de ce programme pluriannuel, une seule session peut être organisée pour tout ou partie des cadres d'emplois.

La collectivité / l'établissement transmet, au Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne, les dossiers des candidats, après examen de leur recevabilité conformément à l'article 10 du décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012.

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne est chargé de convoquer les candidats ainsi que les membres de chaque commission de sélection par courrier.

Cette audition d'une durée totale de 30 minutes pour l'accès aux grades de catégorie A et de 20 minutes pour l'accès aux autres grades, vise à apprécier l'aptitude du candidat à exercer les missions du cadre d'emplois auquel la sélection professionnelle donne accès. Elle débute par un exposé du candidat, d'une durée maximale de dix minutes pour l'accès aux grades de catégorie A et de cinq minutes pour les autres catégories, des acquis de son expérience professionnelle, à partir d'un dossier remis par celui-ci au moment de son inscription et comportant, outre une lettre de candidature, un curriculum vitae et, le cas échéant, des attestations de stage ou de formation, des titres, des travaux ou des œuvres.

Le dossier mentionné au paragraphe précédent est fourni par le Centre Interdépartemental de gestion de la petite couronne de la région Ile-de-France à la collectivité / l'établissement.

Il appartient à la collectivité / l'établissement de transmettre le dossier de candidature aux agents recensés dans le cadre de son programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire.

La collectivité / l'établissement se charge ensuite de recueillir les dossiers de candidature de ses agents, pendant la période d'inscription, et d'en vérifier le contenu (les dossiers doivent être complets) avant de les transmettre dans les délais fixés par l'arrêté d'ouverture.

La collectivité / l'établissement public doit notamment certifier que l'agent exerce bien des missions équivalentes à celles dévolues au grade concerné ;

ARTICLE 4 - LISTE DES CANDIDATS APTES A ETRE INTEGRES

A l'issue des auditions des candidats, la commission dresse, par ordre alphabétique, en tenant compte des objectifs du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire de la collectivité / l'établissement, la liste des candidats aptes à être intégrés.

La collectivité / l'établissement procède à l'affichage de cette liste transmise par le CDG dans ses locaux.

ARTICLE 5 - MODALITÉS FINANCIERES

La collectivité / l'établissement public participe aux frais d'organisation des commissions de sélection professionnelle. Une somme forfaitaire, déterminée par le Conseil d'Administration du Centre Interdépartemental de gestion de la petite couronne, sur la base des dispositions du décret n° 56-585 du 12 juin 1956, d'un montant de 87 € par candidat traité, sera facturée annuellement sur présentation d'un mémoire administratif.

Ce montant pourra être réévalué si des modifications réglementaires, relatives à la rémunération des agents publics, devaient intervenir.

Le règlement sera effectué par mandat administratif à réception du titre de recette correspondant.

ARTICLE 6 - DURÉE DE VALIDITÉ

La présente convention est conclue pour la durée du dispositif d'accès à l'emploi titulaire.

ARTICLE 7 - LITIGES

Tout litige persistant résultant de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative d'accord amiable.

A défaut d'accord, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montreuil.

Pour le Syndicat mixte Autolib' Métropole

Fait à Paris

Le 18 FEV. 2015

La Présidente

Pour le Centre Interdépartemental de
Gestion de la petite couronne de la région
Ile-de-France

Le Président

Marie-Pierre de La GONTRIE

Jacques Alain BENISTI
Député maire de Villiers-sur-Marne



M. de La Gontrie



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr



DÉLIBÉRATION 2015 03 - Modification du tableau des emplois permanents

Séance du Comité syndical du 18 février 2015

Vu Le code général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile de France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat Autolib' Métropole,

Vu la délibération 2014 022 du 10 juillet 2014 annulant et remplaçant la délibération 2014 01 portant modification du tableau des emplois permanents ;

Considérant les besoins spécifiques et les compétences requises pour le bon fonctionnement du Syndicat notamment dans le déploiement des stations et la réalisation d'études complexes, ainsi que la pérennisation de l'emploi d'un agent entrant dans le dispositif d'accès à l'emploi titulaire pour les agents contractuels (loi n°2012-347 du 12 mars 2012) et, la nécessité de modifier le tableau des emplois permanents,

Vu l'avis favorable émis par le Comité Technique placé auprès du Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne le 3 février 2015,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

APPROUVE, la suppression des emplois de directeur territorial et de technicien principal et la création des deux emplois d'ingénieur principal et d'ingénieur.

FIXE, le tableau des emplois permanents d'Autolib' Métropole comme suit :

Emplois	Nombre
Administrateur	1
Attaché	2
Adjoint administratif de 2 ^{ème} classe	1
Ingénieur en chef	2
Ingénieur principal	3
Ingénieur	1
Adjoint technique de 2 ^{ème} classe	1
Total des emplois	11

Dit que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

La Présidente,



Marie-Pierre de La GONTRIE

M. P. de la Gontrie

**Autolib' Métropole**

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

DÉLIBÉRATION 2015 03 - Modification du tableau des emplois permanents**Séance du Comité syndical du 18 février 2015****Exposé des motifs**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Comité syndical de fixer l'effectif des emplois nécessaire au fonctionnement des services.

Compte tenu du départ en retraite pour invalidité d'un fonctionnaire détenant le grade de directeur ainsi qu'un emploi de technicien principal non pourvu, il convient de supprimer ces deux emplois. Elle ajoute que le Comité technique placé auprès du Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne a émis un avis favorable en séance du 3 février 2015.

Par ailleurs, considérant les besoins spécifiques et les compétences requises pour le bon fonctionnement du Syndicat notamment dans le déploiement des stations et la réalisation d'études complexes, ainsi que la pérennisation de l'emploi d'un agent entrant dans le dispositif d'accès à l'emploi titulaire pour les agents contractuels (loi n°2012-347 du 12 mars 2012) il convient de créer deux emplois par transformation et cite :

Nouvel emploi	Ancien emploi
1 ingénieur	1 technicien principal
1 ingénieur principal	1 directeur

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente



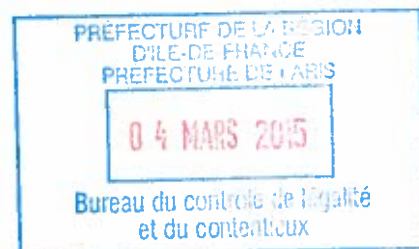
Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

DÉLIBÉRATION 2015 04 - Adhésion à l'AVERE (Association des Véhicules Electriques Routiers Européenne)

Séance du Comité syndical du 18 février 2015



Sur le rapport de la Présidente,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

APPROUVE l'adhésion à l'Association des Véhicules Electriques Routiers Européenne AVERE.

AUTORISE la présidente à signer la convention d'adhésion ainsi que tous les documents s'y rapportant.

AUTORISE la présidente à régler le montant de la cotisation fixée, chaque année, par l'Assemblée Générale de l'Association et pour l'année 2015 à 1 300 euros.

DÉSIGNE M^{me} **Bruneau**, représentant(e) du Syndicat au sein de l'association AVERE.

La Présidente,



Marie-Pierre de La GONTRIE

M. P. de la Gontrie



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

DÉLIBÉRATION 2015 04 - Adhésion à l'AVERE (Association des Véhicules Electriques Routiers Européenne)

Séance du Comité syndical du 18 février 2015

Exposé des motifs

La présidente propose à l'assemblée d'approuver l'adhésion à l'Association AVERE. Elle explique, que créée en 1978 sous l'impulsion de la Commission Européenne, l'Avere-France est l'association nationale pour le développement de la mobilité électrique et représente l'ensemble de l'écosystème de la mobilité électrique.

Elle précise qu'elle rassemble les acteurs de l'écosystème de la mobilité électrique, dans les domaines industriel, commercial, institutionnel ou associatif et cite à titre d'exemple :

opérateurs de mobilité : fournisseurs de systèmes de transports urbains, transports de proximité, auto-partage; utilisateurs de véhicules électriques : entreprises, administrations, collectivités territoriales ;

Elle est associée à un réseau d'experts européen (AVERE) et mondial (WEVA).

Ses missions :

Fédérer la filière mobilité électrique ; représenter ses acteurs auprès des pouvoirs publics ; favoriser et promouvoir l'acquisition et l'utilisation des véhicules électriques et hybrides ; stimuler et accompagner le déploiement de la mobilité électrique auprès des collectivités locales et des entreprises.

Ses actions

Veille ; communication : site internet, animation des réseaux sociaux, relations presse ; événementiel : organisation de petits déjeuners thématiques, congrès, conférences ; participation à des salons professionnels ; animation de groupes de travail ; structuration d'un réseau d'associations régionales.

La présidente précise qu'il serait souhaitable compte tenu des missions du Syndicat d'adhérer à cette association et qu'un(e) élu(e) du syndicat y soit désigné(e) pour le représenter, assisté(e) de la directrice.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente



REGLEMENT INTERIEUR

Adopté en assemblée générale du 25 juin 2014

Article 1 : Objet

L'objet du présent règlement intérieur est d'arrêter les dispositions qui lui ont été explicitement renvoyées par les statuts et de préciser les modalités de fonctionnement des différents organes de l'Association. Enfin, il précise le processus d'adhésion des nouveaux membres.

Article 2 : Assemblée générale

2.1 Convocation

L'assemblée générale doit se tenir dans un délai maximum de deux mois à compter du jour de la décision du conseil d'administration ou de la réception de la demande définie à l'article 9.2.

La convocation doit être adressée à tous les membres un mois au moins avant la date fixée pour la réunion. Il leur est demandé une réponse sous quinze jours mentionnant :

- confirmation de leur présence
- procuration donnée ou reçue d'un autre membre
- leur éventuelle candidature à un poste d'administrateur vacant

L'ordre du jour et les projets de résolution doivent être joints à la convocation. Le nombre et le nom des administrateurs sortants sera précisé.

L'article 9.2 des statuts de l'Association prévoit que l'assemblée générale peut être réunie notamment à la demande d'au moins un tiers des membres effectifs. Cette demande doit être adressée par lettre recommandée A.R. au Président de l'Association.

Dans l'hypothèse où le Président refuserait de convoquer l'assemblée, les membres qui en auront demandé la convocation pourront saisir le Juge des référés du Tribunal de Grande Instance compétent aux fins de désignation d'un mandataire ad hoc ayant pour mission de convoquer ladite assemblée.

2.2 Représentation - Procuration

Un membre de l'Association peut donner procuration à un autre membre de l'Association de le représenter à l'assemblée générale.

Chaque membre de l'Association présent à une assemblée générale ne peut détenir que deux procurations au maximum.

Il sera adressé, en même temps que les lettres de convocation aux assemblées générales, un modèle de procuration.

Lors de l'entrée en séance, les procurations seront remises par leur titulaire au Secrétaire Général qui les annexera à la feuille de présence.

Chaque titulaire de procuration votera une fois en son nom et une fois pour le compte de chaque membre dont il aura reçu le pouvoir (dans un maximum de deux procurations).

2.3 Votes

Lors de votes en assemblée, chaque membre dispose d'un nombre de voix qui est fonction du groupe auquel il appartient tel que ces groupes sont spécifiés à l'article 7 du présent règlement.

Article 3 : Conseil d'administration

3.1 Nomination des membres du conseil d'administration

Ils sont élus par l'assemblée générale à la majorité simple des voix exprimées des membres présents ou représentés par ordre décroissant du nombre de voix obtenu.

3.2 Renouvellement des membres du conseil d'administration (précise l'article 8.1.2 des statuts de l'Association)

Le conseil d'administration est renouvelable par partie tous les ans, afin qu'il soit pourvu au remplacement des administrateurs dont le mandat vient à échéance.

Tous les membres ordinaires de l'Association peuvent poser leur candidature au conseil d'administration, à l'exception des membres déjà élus dont le mandat est en cours ou des membres qui se trouvent dans une période de non rééligibilité (Cf. Art.3.3)

Tout membre ordinaire désirant entrer au Conseil ou désirant obtenir un second mandat adresse une lettre au Secrétaire Général après diffusion de l'appel aux candidatures. Le Secrétaire Général annonce chaque année aux membres la date limite d'envoi des lettres de candidature.

Le dépouillement du vote et la proclamation des résultats sont effectués au cours de l'assemblée générale.

3.3 Réunion du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par an.

Il peut, en plus, se réunir sur décision du Président ou à la demande d'au moins 4 de ses membres.

Dans les deux cas, la réunion aura lieu dans un délai maximum de 6 semaines à compter du jour de la décision ou de la réception de la demande.

Si la demande de convocation a été faite par 4 des membres du Conseil et qu'il n'y a pas été déféré par le Président, chacun des membres demandeurs aura la possibilité de saisir le Juge des référés du Tribunal de Grande Instance compétent aux fins de nomination d'un administrateur ad hoc ayant pour mission de convoquer le Conseil.

Un administrateur peut se faire représenter au Conseil par un autre administrateur auquel il aura remis une procuration ou par un représentant permanent nominativement désigné par lui en début d'année et appartenant nécessairement à la même personne morale, collectivité ou établissement que l'administrateur lui-même.

Chaque administrateur ne peut détenir que deux procurations au maximum. Pour les votes en Conseil, chaque administrateur dispose d'une seule voix.

Les convocations, auxquelles doivent être joints l'ordre du jour et les formulaires de procuration, seront adressées au minimum 1 semaine avant la date prévue pour la réunion.

Le conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge utile, appeler toute personne extérieure pour assister en observateur, technicien ou sachant, à ces réunions.

Chaque administrateur ou son représentant peut, lorsqu'il le juge utile, s'adjoindre une personne extérieure pour l'assister en qualité de technicien ou « sachant » après en avoir obtenu préalablement l'autorisation du Président.

Rappel des Statuts : Le Président informera les membres de toute absence répétée de leur représentant. Les membres administrateurs non représentés à plus du tiers des réunions du conseil d'administration sur une période de douze mois consécutifs pendant la durée de leur mandat, peuvent être révoqués de leur mandat d'administrateur sur décision du conseil d'administration et ne sont pas rééligibles avant trois ans à compter de la date de révocation.

Article 4 : Bureau et Présidence

4.1 Elections

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un Bureau nommé pour trois ans, composé de :

- un Président qui est à la fois le Président de l'Association, le Président du conseil d'administration et celui du Bureau ;
- un ou plusieurs vice-Président(s) ;
- un Trésorier.

Lors de ces élections, le Président sortant assure la présidence de la réunion.

L'élection est acquise à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés aux deux premiers tours de scrutin et à la majorité relative au troisième tour de scrutin.

Dans le cas où plusieurs candidats obtiendraient le même nombre de voix, la voix du président sortant sera prépondérante.

4.2 Pouvoirs du Bureau

Le Bureau se réunit à l'initiative du Président aussi souvent que nécessaire.

L'AVERE France ne peut être engagée vis-à-vis des tiers qu'avec la signature du Président, d'un Vice-président, d'un autre administrateur et/ou du Secrétaire Général.

Pour les engagements financiers sont nécessaires :

- pour les engagements égaux ou inférieurs à 3 000 €, la signature du Secrétaire Général ou celle d'un autre membre du Bureau
- pour les engagements supérieurs à 3 000 €, la signature du Président, d'un vice-président ou du Trésorier
- pour les engagements supérieurs à 50 000€ une validation par le CA est nécessaire

Pour les règlements sont nécessaires :

- pour les règlements égaux ou inférieurs à 6 000 €, la signature du Secrétaire Général ou celle d'un autre membre du Bureau.
- pour les règlements supérieurs à 6 000 €, la signature du Président, d'un vice-président ou du Trésorier
- pour les règlements supérieurs à 50 000€ une validation par le CA est nécessaire

Les engagements et les règlements ne doivent pas être signés par la même personne.

Article 5 : Mise en place des Comités d'Etudes de l'AVERE

Les membres de l'Association souhaitant participer aux travaux des Comités d'Etudes de l'AVERE France, de l'AVERE et/ou de la W.E.V.A. peuvent en faire la demande au Président.

Celui-ci transmet les candidatures au conseil d'administration qui procède alors à la désignation des participants.

Article 6 : Cotisations

Les membres d'honneur et les personnalités qualifiées du CA sont dispensés du versement des cotisations.

Les cotisations annuelles des membres effectifs sont calculées en fonction de la catégorie et du groupe auquel ils sont rattachés (Cf. tableau ci-dessous) :

Article 7 : Droits de vote en AG, répartition des sièges et groupes de cotisation

Chaque membre du CA est élu par l'ensemble des membres ayant droit de vote à l'AG et ceci en respectant le nombre de siège par catégorie.

Le nombre de voix dont disposent les membres de l'association est fonction du groupe auquel ils sont rattachés, Cf. tableaux ci-dessous. Les membres d'honneur et les personnalités qualifiées du CA n'ont pas de droit de vote en AG.

Le CA de l'Avere-France est l'organe légitime pour proposer la création ou modification des catégories leur représentativité au CA et des groupes de cotisations qui seront validés en AG.

Catégorie : Entreprises : 16 sièges au CA dont 6 sièges pour les groupes A à C, 10 sièges pour les groupes D à F.

Cotisation et droit de vote de la catégorie entreprise :

Groupe	Votes	Cotisation (€)
A	1	1 300
B	2	2 300
C	3	3 500
D	4	5 200
E	5	7 000
F	6	9 000

Catégorie : Associations : 1 siège au CA.

Catégorie : Collectivités : 2 sièges au CA.

Catégorie : organismes de recherche et autres : 2 sièges au CA.

Cotisation et droits de vote des associations, collectivités, organismes de recherche et autres structures :

Groupe	Votes	Cotisation (€)
A	1	1 300
B	2	2 300
C	3	3 500
D	4	5 200
E	5	7 000

Catégorie personnalités qualifiées du CA : 2 sièges au CA.

Catégorie club des « Avere Régionale » : 1 siège

A titre exceptionnel, une dérogation pourra être accordée par le CA aux petites entreprises émergentes et aux activités émergences mentionnant leur impossibilité d'adhérer à l'Avere-France au vu du montant de la cotisation du groupe A. Il pourra leur être proposé, en dernier recours, une cotisation de 500 € la première année d'adhésion, permettant :

- d'aider les acteurs émergents à se faire connaître sur le marché,
- d'étoffer le nombre et la diversité des membres de l'Avere-France, légitimant ainsi sa mission de

"fédérateur des acteurs de la filière VE".

Article 8 : Procédure d'admission des nouveaux membres effectifs (complète l'article 6.1.1 des Statuts)

8.1 Procédure d'admission

Processus d'adhésion rapide :

1. Les postulants envoient à l'Avere-France par mail le formulaire idoine complété avec d'éventuelles présentations techniques complémentaires
2. Ces documents sont envoyés par l'Avere-France aux administrateurs pour qu'ils émettent un avis sous quinzaine (une relance sera transmise 48h avant échéance)
3. Sans veto argumenté, demande d'attente ou demande d'information complémentaire dans ce délai de la part d'un ou plusieurs administrateurs, (le veto a pour but de stopper la procédure d'adhésion rapide), l'adhésion sera considérée comme acceptée.
4. les éventuelles demandes d'adhésion "litigieuses" seront traitées en CA
5. les nouveaux adhérents seront présentés aux autres membres lors de l'AG qui suit. Entre-temps, une information sera transmise à l'ensemble des membres pour présenter les nouveaux membres

Les candidats se voient notifier la décision du conseil par courrier, dans le mois qui suit la décision du conseil d'administration.

Le Secrétaire Général informe l'ensemble des membres de l'arrivée des nouveaux adhérents. Ces derniers seront présentés aux membres lors de la prochaine assemblée générale.

8.2 Critères d'admission

Sont éligibles les entités définies à l'article 6.1.1 des Statuts

Article 9 : Charte éthique

La charte éthique s'applique aux membres en général et aux administrateurs en particulier. Elle organise les relations entre les membres et les relations entre ces derniers et les tiers.

9.1 Les relations entre les membres

Chaque membre doit s'interdire de porter atteinte à l'intégrité et à la réputation d'un autre membre soit directement ou indirectement.

9.2 Les relations avec les fournisseurs et les partenaires

Les membres du conseil lorsqu'ils agissent pour le compte de l'association doivent prendre leurs décisions sur la base de critères objectifs et dans l'intérêt exclusif de l'association.

La signature d'une convention avec un partenaire, la publication d'un article ou d'une mention sur celui-ci ou sur ses produits ne signifie en aucun cas l'aval ou la recommandation par l'association de ses produits et services.

Les membres du conseil doivent s'interdire de recevoir des rétributions et avantages ou cadeaux d'une valeur autre que symbolique de la part d'un fournisseur ou de partenaires.

9.3 Les conflits d'intérêts

Si un conflit d'intérêt survient, le conseil d'administration doit être saisi et prendre une décision. Celle-ci doit être notifiée aux intéressés.

9.4 L'usage du logotype et des éléments de communication de l'association

Les tiers et les membres qui souhaitent utiliser le logo de l'association ou ses éléments de communication, peuvent le faire après accord de l'association et sous réserve du respect des conditions suivantes :

- L'utilisation ne peut être liée à des objectifs, activités ou manifestations incompatibles avec ceux de l'association ;

- L'utilisation ne peut être de nature à créer une confusion entre l'utilisateur et l'association ;
- L'utilisation ne peut avoir de finalité commerciale ;
- L'utilisation doit respecter l'identité visuelle de l'association ou de l'événement.

Article 10 : Clubs de l'Avere-France

Ces clubs ont pour objet de permettre à certains acteurs de confronter leur expérience de la mobilité électrique ou leur action au service de la mobilité.

Les clubs sont créés par décision du CA de l'Avere – France statuant à la majorité simple et présenter à AG de l'Avere – France suivante. Ils sont consolidés dans le plan d'activité et le budget de l'Avere-France

Les clubs sont dissous par décision du CA de l'Avere - France statuant à la majorité qualifiée et cette décision est présentée lors de l'AG de l'Avere - France

Ils sont pilotés par un président élu par les membres du club et validé par le CA de l'Avere - France

Ils sont régis par un règlement intérieur validé par le CA de l'Avere - France. Ce règlement intérieur défini au moins:

L'objet du club et son fonctionnement

Le processus d'admission au club

Les droits et les devoirs des membres

Le montant des cotisations

Les activités et avantages du club

L'adhésion à un club ne donne pas droit au statut de membres de l'Avere-France. Un membre de l'Avere-France peut adhérer à un club à condition de remplir les conditions d'admission.

A titre d'exemple il est prévu de créer en tout premier lieu les clubs suivants :

Le club des collectivités électromobiles (cercle clé)

Le club des associations membres du réseau Avere-France (régionalisation)

Fait à Paris

Le 25 juin 2014



STATUTS

Adoptés en assemblée générale du 25 juin 2014

Article 1 : Formation

Il est fondé entre les personnes physiques ou morales définies à l'article 5 qui adhèrent aux présents statuts une association régie par la loi du 1er Juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, qui constitue le membre effectif français de l'Association des Véhicules Electriques Routiers Européenne (AVERE). Cette association a pour dénomination "Avere-France" et est désignée ci-après par "l'Association".

Article 2 : Objet

L'Avere-France est une association professionnelle nationale qui a pour objet le développement et la promotion des transports et de la mobilité électriques.

Article 3 : Missions

Domaine d'activité :

- tous véhicules et matériels de transport ayant au moins une motorisation électrique : électriques purs, hybrides, hybrides rechargeables, véhicules à pile à combustible ;
- les systèmes et organes de propulsion électrique (moteurs, onduleurs...), et leurs auxiliaires spécifiques (convertisseurs,...) ;
- les systèmes de stockage d'énergie électrique (batteries, super-capacités...) ;
- les infrastructures d'alimentation et de recharge en électricité ;
- l'organisation et la mise en place de systèmes intégrés visant à transporter des personnes et des marchandises utilisant des véhicules entrant dans le cadre de l'objet de l'association : opérateurs de mobilité, systèmes organisés de livraison urbaine, systèmes de gestion de flottes publiques ou privées... ;
- tout système ou structure participant ou complétant le déploiement de la mobilité électrique : sécurité, économies d'énergie, environnement, réglementation, distribution, maintenance, formations...

Orientations principales :

1. Fédérer, au plan national, les acteurs français de la filière du véhicule et de la mobilité électrique (publics, privés, associatifs...)
2. Contribuer au développement de ces véhicules et de leur marché :
 - ⇒ susciter des perfectionnements techniques et technologiques pour optimiser les produits existants, afin de satisfaire aux exigences du marché ;
 - ⇒ encourager l'introduction des techniques avancées susceptibles d'améliorer de manière significative les performances des véhicules et tendant à l'utilisation rationnelle des sources d'énergie ;
 - ⇒ proposer des évolutions législatives, réglementaires et normatives en intervenant à l'échelon national et territorial, voire européen, auprès des instances ad hoc.

- ⇒ participer à des travaux et programmes nationaux ou européens.

3. Promouvoir l'utilisation de ces véhicules auprès des collectivités territoriales, entreprises et particuliers :

- ⇒ organiser ou participer à des symposiums, colloques, conférences, salons et toutes manifestations ;
- ⇒ impulser une synergie des différents acteurs du marché (chercheurs, constructeurs, marketeurs, utilisateurs...) ;
- ⇒ contribuer à une communication ldoine auprès :
 - des pouvoirs publics et des parlementaires ;
 - des médias ;
 - des acteurs du marché et en particulier des acquéreurs potentiels.

Dans ces perspectives, elle est amenée à :

- collaborer avec tout organisme ayant avec elle des sujets d'intérêt commun ;
- chercher les ressources financières nécessaires ;
- mener des actions ou études spécifiques en relation avec l'objet de l'association;
- créer des clubs permettant à certains acteurs de confronter leurs expériences de la mobilité électrique ou leurs actions au service de la mobilité électrique

Article 4 : Siège

Le siège est situé au 112 quater rue Marcadet, 75018 Paris. Il peut être transféré par décision de l'assemblée générale.

Article 5 : Durée

La durée de l'Association est illimitée. Elle peut, en tout temps, être dissoute par décision prise en assemblée générale sur la base de la majorité qualifiée définie à l'article 9.5.

Article 6 : Membres de l'Association

6.1 Définition des membres

L'Association se compose de membres ordinaires et de membres d'honneur.

Il faut, pour faire partie de l'Association, être agréé par le conseil d'administration qui statue sur les demandes d'adhésion.

6.1.1 Membres ordinaires

Sont éligibles les entités suivantes :

- les ministères, établissements publics, collectivités territoriales ;
- les entreprises et toutes personnes morales des secteurs public ou privé, dont les activités principales, ou dont un secteur d'activité en développement, sont en lien avec l'objet et les missions de l'association ;
- les établissements d'enseignement supérieur, de recherche ou de formation ;
- les associations et toute personne morale ayant un objet identique ou complémentaire à celui l'Association.

6.1.2 Membres d'honneur

L'assemblée générale peut décider, sur proposition du conseil d'administration, de l'attribution de la qualité de membre d'honneur à des personnes physiques

6.1.3 Personnalités qualifiés du CA

- Les « personnalités qualifiées du CA » sont des personnes physiques choisies en fonction de leur compétence dans le domaine d'activité de l'association et qui acceptent d'apporter bénévolement un soutien à l'association;
- Les « personnalités qualifiées du CA » doivent témoigner d'un intérêt particulier pour l'association. Leurs qualités et leurs compétences sont de nature à éclairer ses objectifs et ils doivent contribuer aux activités de l'association;
- Cette adhésion exceptionnelle au titre de « personnalités qualifiées du CA » est proposée par le Conseil d'administration statuant à la majorité simple de ses membres en exercice, pour une durée de 3 ans renouvelable, et doit être validée à chaque mandat en Assemblée Générale.
- Ils ne sont pas tenus au paiement d'une cotisation annuelle.

Ils participent aux Conseils d'administration et aux assemblées générales, ils n'ont pas de droit de vote à l'AG.

6.2 Droits et obligations des membres

6.2.1 Les membres de l'Association bénéficient :

- de l'expertise de l'Avere-France en matière de véhicules électriques et toute expérience en lien avec l'objet de l'association
 - ⇒ recevoir les publications émises par l'Association ou par l'AVERE « Europe » (revues de presse, newsletters, bilan des manifestations, notes relatives aux Comités d'Etudes constitués dans le cadre de l'AVERE « Europe » ...)
 - ⇒ accéder aux informations et actualités techniques, aux agendas d'événements, et tous documents et informations identifiées par l'association en lien avec le domaine du véhicule et du transport propre ;
 - ⇒ bénéficier des conseils de l'Association, techniques, commerciaux, institutionnels, et tous renseignements utiles ...
- du réseau d'acteurs clé identifié et animé par l'association
 - ⇒ bénéficier du réseau professionnel de l'Association, avec notamment toutes facilités d'introduction auprès des membres de l'AVERE de tous pays ;
 - ⇒ plus généralement, connaître les différents acteurs du domaine, adhérents ou non, et être mis en contact avec eux.
- des opérations de promotion du véhicule électrique
 - ⇒ être informé de toutes manifestations nationales, européennes ou internationales en lien direct ou indirect avec l'objet de l'association ;
 - ⇒ participer aux événements de promotion des véhicules concernant l'objet de l'association organisés ou co-organisés par l'Association.

Ils bénéficient de tous autres droits fixés par l'assemblée générale

6.2.2 Les membres de l'Association doivent se conformer aux dispositions des présents statuts, au règlement intérieur de l'Association et à toutes autres obligations proposées par le conseil d'administration et approuvées par l'assemblée générale.

Ils doivent notamment verser les contributions financières proposées par le conseil d'administration, dans le cadre du budget voté par l'assemblée générale, conformément aux dispositions des articles 7 et 9.4.

Tout membre ayant statut de société commerciale, en cas de changement de son contrôle, au sens de l'article L233-3 du code de commerce, doit informer le conseil d'administration,

En cas d'utilisation du logo, les membres de l'Avere-France doivent mentionner « membre de l'Avere-France » dans leur communication institutionnelle ou commerciale. Pour toute autre utilisation, une autorisation doit être demandée.

6.3 Retrait

Tout membre peut donner sa démission par lettre adressée au Président du conseil d'administration. Toutefois, le membre démissionnaire est tenu de payer les cotisations échues et celles de l'année courante.

6.4 Exclusion

Tout membre peut être exclu par décision du conseil d'administration, conformément aux conditions définies à l'article 8, dans les cas suivants :

- non-respect des dispositions des présents statuts ou de toutes autres obligations décidées par l'assemblée générale ;
- agissements considérés comme étant incompatibles avec les buts principaux de l'Association et son règlement intérieur ;
- évolution de l'activité et/ou nouvelles activités considérées en non adéquation avec l'objet de l'Association ;
- défaut de paiement des cotisations et autres sommes dues au-delà de trois mois après relance par courrier recommandé. ;
- en cas de changement de son contrôle, au sens de l'article L233-3 du code du commerce.

Le membre exclu n'est pas pour autant déchargé de toutes obligations lui incombant.
La qualité de membre se perd avec la disparition ou l'incapacité juridique du membre.

Article 7: Ressources

Les ressources de l'Association peuvent comprendre :

- le montant des cotisations des membres ;
- les subventions de toutes provenances ;
- dons et legs ;
- le produit des actions ou études spécifiques réalisées comme indiqué à l'article 2 ;
- plus généralement, toute source de financement autorisé par la loi.

Cotisations

Les membres ordinaires paient les cotisations annuelles dont le montant est fixé par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration.

Tout membre doit payer sa cotisation dans les trois mois qui suivent la mise en recouvrement de celle-ci.

La cotisation est due pour tout exercice commencé.

Faute par un membre d'acquitter sa cotisation à l'expiration du délai de trois mois, celui-ci peut être immédiatement suspendu de toutes ses activités au sein de l'Association et privé des droits faisant l'objet de l'article 6.2.1.

Ces dispositions sont appliquées jusqu'au versement de la somme due, sauf décision contraire du conseil d'administration.

Un défaut de paiement dans les trois mois qui suivent la mise en recouvrement entraîne l'application des dispositions de l'article 6.3.

Les membres d'honneur sont dispensés de versement de toute cotisation.

Les «personnalités qualifiés du CA» ne sont pas tenus au paiement d'une cotisation annuelle.

Article 8 : Administration

8.1 Conseil d'administration

8.1.1 Attributions

Le Conseil d'administration constitue l'organe exécutif investi par l'assemblée générale de tous les pouvoirs d'administration et de gestion de l'Association.

Il est habilité à prendre toutes décisions dans le cadre de la politique et des grands objectifs définis par l'assemblée générale.

Il désigne les délégués siégeant au conseil d'administration de l'AVERE (Europe) et propose les représentants aux Comités d'Etudes de l'AVERE.

8.1.2 Composition

Le Conseil est composé de 12 à 24, personnes physiques représentant les membres ordinaires élus pour trois années par l'assemblée générale; ils sont répartis en catégories. Le nombre de membres du CA par catégories étant défini dans le règlement intérieur.

Les membres du conseil d'administration sont rééligibles, sous réserve des conditions définies à l'article 8.1.5.

Le règlement intérieur définit la procédure de renouvellement et la création ou modification de collèges de représentativité.

8.1.3 Règles de majorité et quorum

Le conseil ne peut se réunir que si la moitié de ses administrateurs ou leur représentant sont présents.

Chaque membre ne pourra être représenté aux réunions du conseil d'administration, réunions de Bureau), que par un seul représentant nominativement désigné (administrateur).

Chaque administrateur pourra, en cas de force majeure, proposer au Président le nom d'une personne physique pour le remplacer. Il appartient à chaque membre d'informer le Président en cas de remplacement définitif de son représentant.

Les décisions sont prises à la majorité simple (50% plus un) des voix exprimées des administrateurs présents ou représentés ; en cas de partage égal des voix, le Président a voix prépondérante.

Les décisions concernant les admissions et les exclusions de membres sont prises à la majorité qualifiée, c'est à dire aux deux tiers des voix des administrateurs (ou leur représentant) présents.

8.1.4 Bureau

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un bureau, nommé pour 3 ans, composé de :

- un Président ;
- un ou plusieurs vice-présidents ;
- un Trésorier.

Le Bureau est chargé de la gestion courante de l'association. En cas d'urgence, reconnue à l'unanimité du Bureau, ce dernier peut se substituer au conseil d'administration pour prendre des décisions, dans la limite du budget voté. Ces décisions devront être ratifiées lors du conseil d'administration suivant. Le Bureau désigne le Secrétaire Général comme secrétaire de bureau.

8.1.5 Assiduité

Le Président informera le membre de toute absence répétée de son représentant. Dans ce cas, le conseil d'administration se réserve le droit d'exclure du CA le représentant du membre administrateur ou, le cas échéant, le membre administrateur.

8.1.6 Règles de fonctionnement

Le Règlement Intérieur de l'Association définit les procédures et les règles de fonctionnement du conseil d'administration.

8.2 Secrétaire Général

Sur proposition du Président, le conseil d'administration désigne le Secrétaire Général. Sous l'autorité du Président, ses fonctions principales sont :

- assurer la gestion administrative courante de l'Association ;
- préparer les assemblées générales et les conseils d'administration et en assurer le secrétariat ;
- préparer le projet de plan d'action annuel ;

- effectuer la mise en œuvre opérationnelle des décisions du Président, du Bureau, du conseil d'administration et de l'assemblée générale ;
- contribuer aux propositions liées aux orientations et évolutions des activités ;
- veiller au suivi des relations des membres et contribuer à la recherche de nouveaux adhérents ;
- assurer la communication de l'Association ;
- représenter l'Association dans des instances extérieures.

Le Secrétaire Général de l'Association est également le secrétaire du Bureau.

Article 9 : Assemblées générales

9.1 Accès aux assemblées générales

Tous les membres ont accès aux assemblées générales. Seuls ceux qui sont à jour de leurs cotisations ont le droit de vote.

9.2 Réunions

L'assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois par an.

Elle peut être en outre convoquée en assemblée générale extraordinaire par le conseil d'administration ou sur demande d'au moins un tiers des membres ordinaires, pour un ordre du jour déterminé.

9.3 Quorum

L'assemblée peut valablement délibérer si la majorité des droits de vote est présente ou représentée. Si le quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée générale se tiendra, sur proposition du Président une heure plus tard, sans conditions de quorum.

9.4 Attributions

L'assemblée générale :

- se fait présenter par le Président du conseil d'administration le rapport d'activité et par le Trésorier le rapport financier de l'exercice précédent ;
- approuve les comptes de l'Association et en donne quitus aux membres du conseil d'administration ;
- valide les cotisations annuelles des membres ;
- entérine, sur proposition du conseil d'administration, la politique et les grands objectifs de l'Association pour l'exercice suivant ;
- vote le budget;
- donne toute délégation au conseil d'administration pour administrer et gérer l'Association.

9.5 Majorité

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix exprimées des membres présents ou représentés, sauf celles relatives à la modification des statuts et à la dissolution de l'Association qui doivent être adoptées à la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents ou représentés.

Le règlement intérieur définit le nombre de voix dont dispose chaque membre ordinaire.

En cas de partage égal des voix, le Président a voix prépondérante.

Article 10 : Règlement intérieur

Le règlement intérieur est soumis, sur proposition du conseil d'administration, à l'approbation de l'assemblée générale qui statue à la majorité qualifiée définie à l'article 9.5.

Il peut être modifié et/ou complété dans les mêmes conditions.

Article 11 : Modification des statuts

Les présents statuts peuvent être modifiés sur proposition du conseil d'administration.

Les décisions doivent être prises sur la base de la majorité qualifiée définie à l'article 9.5.

Article 12 : Dissolution

En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés de la liquidation des biens de l'Association.

L'actif net est attribué à d'autres associations ou groupements ayant un objet comparable à celui de l'Association.

Fait à Paris,

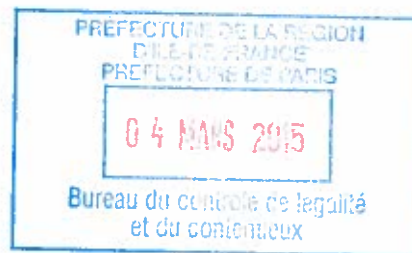
Le 25 juin 2014



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr



DELIBERATION 2015 05 – Adhésion de la commune de MONTREUIL

Séance du Comité syndical du 18 février 2015

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Île-de-France, autorisant la création d'Autolib' Métropole ;

Vu les statuts d'Autolib' Métropole ;

Vu la délibération 2014 012 du 27 février 2014 et notamment l'article 4 ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de MONTREUIL en date du 18 décembre 2014 ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : APPROUVE l'adhésion de la commune de MONTREUIL au Syndicat mixte Autolib' Métropole.

Article 2 : DIT que conformément à l'article 4 de la délibération 2014 012 susvisée, la contribution de ce nouveau membre au budget du Syndicat mixte est fixée à 1 500 euros par station.



La Présidente,

Marie-Pierre de La GONTRIE



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

DELIBERATION 2015 05 – Adhésion de la commune de MONTREUIL

Séance du Comité syndical du 18 février 2015

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le périmètre de compétence d'Autolib' Métropole comprend le territoire des collectivités potentiellement membres du syndicat tels que mentionnés à l'article 1 des statuts.

L'article 6 des statuts prévoit que toutes les personnes publiques visées à l'article L 5721-2 du CGCT et mentionnées à l'article 1 des statuts, peuvent demander à adhérer au Syndicat mixte.

Au 18 février 2015, les collectivités et établissements publics adhérents à Autolib' Métropole sont :

- ANTONY
- ARCUEIL
- ASNIERES-SUR-SEINE
- AUBERVILLIERS
- BAGNOLET
- BOBIGNY
- BOIS-COLOMBES
- BOURG-LA-REINE
- CACHAN
- CHATENAY-MALABRY
- CHATILLON
- COLOMBES
- COURBEVOIE
- DRANCY
- ENGHEN-LES-BAINS
- GARCHES
- GENNEVILLIERS
- JOINVILLE-LE-PONT
- LA GARENNE-COLOMBES
- LE BLANC-MESNIL
- LE BOURGET
- LE CHESNAY
- LES LILAS
- LE PLESSIS-ROBINSON
- LEVALLOIS-PERRET
- MAISONS-ALFORT
- MONTRouGE
- NEUILLY-SUR-SEINE
- NOGENT-SUR-MARNE
- NOISY-LE-SEC
- PANTIN
- PARIS
- PUTEAUX
- ROMAINVILLE
- ROSNY-SOUS-BOIS
- RUNGIS
- SAINT-CLOUD
- SAINT-MANDE
- SAINT-OUEN
- SCEAUX
- VERRIERES-LE-BUISSON
- VILLEJUIF
- VILLENEUVE-LA-GARENNE
- VINCENNES
- YERRES
- CA GRAND PARIS SEINE OUEST
- CA MONT-VALERIEN
- CA PLAINE CENTRALE DU VAL-DE-MARNE
- CA SUD DE SEINE
- CC CHARENTON – SAINT-MAURICE
- CA CLICHY – MONTFERMEIL
- DEFAC TO
- SI SOGARIS
- DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
- REGION ILE-DE-FRANCE



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

La décision d'adhésion d'un nouveau membre est prise par le Comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des votes des délégués au Comité syndical.

Conformément à l'article 4 de la délibération 2014 012 du 27/02/2014, la contribution de fonctionnement des membres telle que prévue à l'article 15 des statuts est fixée à 1 500 euros par station ou équivalent-station pour les collectivités adhérant à Autolib' Métropole après le 1^{er} mars 2014.

Par délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2014, la commune de MONTREUIL a approuvé le principe de son adhésion à Autolib' Métropole.

Il convient désormais de confirmer cette adhésion par une approbation concordante du Comité syndical.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

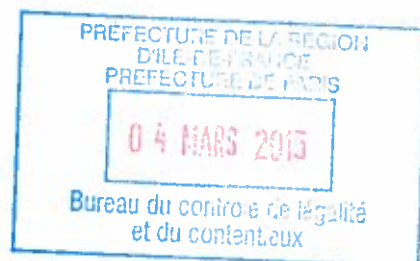
La Présidente



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr



DELIBERATION 2015 06 – Adhésion de la communauté d'agglomération ARGENTEUIL-BEZONS

Séance du Comité syndical du 18 février 2015

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création d'Autolib' Métropole ;

Vu les statuts d'Autolib' Métropole ;

Vu la délibération 2014 012 du 27 février 2014 et notamment l'article 4 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 6 décembre 2014 ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : APPROUVE l'adhésion de la communauté d'agglomération ARGENTEUIL-BEZONS au Syndicat mixte Autolib' Métropole.

Article 2 : DIT que conformément à l'article 4 de la délibération 2014 012 susvisée, la contribution de ce nouveau membre au budget du syndicat mixte est fixée à 1 500 euros par station.



La Présidente,

Marie-Pierre de La GONTRIE

M.P. de la Gontrie



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

DELIBERATION 2015 06 – Adhésion de la communauté d'agglomération ARGENTEUIL-BEZONS

Séance du Comité syndical du 18 février 2015

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le périmètre de compétence d'Autolib' Métropole comprend le territoire des collectivités potentiellement membres du syndicat tels que mentionnés à l'article 1 des statuts.

L'article 6 des statuts prévoit que toutes les personnes publiques visées à l'article L. 5721-2 du CGCT et mentionnées à l'article 1 des statuts, peuvent demander à adhérer au Syndicat mixte.

Au 18 février 2015, les collectivités et établissements publics adhérents à Autolib' Métropole sont :

- ANTONY
- ARCUEIL
- ASNIERES-SUR-SEINE
- AUBERVILLIERS
- BAGNOLET
- BOBIGNY
- BOIS-COLOMBES
- BOURG-LA-REINE
- CACHAN
- CHATENAY-MALABRY
- CHATILLON
- COLOMBES
- COURBEVOIE
- DRANCY
- ENGHEN-LES-BAINS
- GARCHES
- GENNEVILLIERS
- JOINVILLE-LE-PONT
- LA GARENNE-COLOMBES
- LE BLANC-MESNIL
- LE BOURGET
- LE CHESNAY
- LES ULAS
- LE PLESSIS-ROBINSON
- LEVALLOIS-PERRET
- MAISONS-ALFORT
- MONTROUGE
- NEUILLY-SUR-SEINE
- NOGENT-SUR-MARNE
- NOISY-LE-SEC
- PANTIN
- PARIS
- PUTEAUX
- ROMAINVILLE
- ROSNY-SOUS-BOIS
- RUNGIS
- SAINT-CLOUD
- SAINT-MANDE
- SAINT-OUEN
- SCEAUX
- VERRIERES-LE-BUISSON
- VILLEJUIF
- VILLENEUVE-LA-GARENNE
- VINCENNES
- YERRES
- CA GRAND PARIS SEINE OUEST
- CA MONT-VALERIEN
- CA PLAINE CENTRALE DU VAL-DE-MARNE
- CA SUD DE SEINE
- CC CHARENTON – SAINT-MAURICE
- CA CLICHY – MONTFERMEIL
- DEFECTO
- SI SOGARIS
- DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
- REGION ILE-DE-FRANCE



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél. 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

La décision d'adhésion d'un nouveau membre est prise par le Comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des votes des délégués au Comité syndical.

Conformément à l'article 4 de la délibération 2014 012 du 27/02/2014, la contribution de fonctionnement des membres telle que prévue à l'article 15 des statuts est fixée à 1 500 euros par station ou équivalent-station pour les collectivités adhérant à Autolib' Métropole après le 1^{er} mars 2014.

Par délibération du Conseil Communautaire du 6 décembre 2014, la communauté d'agglomération ARGENTEUIL-BEZONS a approuvé le principe de son adhésion à Autolib' Métropole.

Il convient désormais de confirmer cette adhésion par une approbation concordante du Comité syndical.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

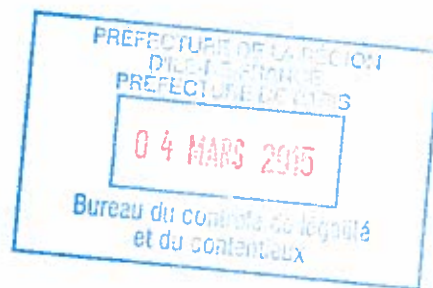
La Présidente



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr



DELIBERATION 2015 07 – Adhésion de la commune de NEUILLY-PLAISANCE

Séance du Comité syndical du 18 février 2015

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création d'Autolib' Métropole ;

Vu les statuts d'Autolib' Métropole ;

Vu la délibération 2014 012 du 27 février 2014 et notamment l'article 4 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 20 novembre 2014 ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : APPROUVE l'adhésion de la commune de NEUILLY-PLAISANCE au Syndicat mixte Autolib' Métropole.

Article 2 : DIT que conformément à l'article 4 de la délibération 2014 012 susvisée, la contribution de ce nouveau membre au budget du syndicat mixte est fixée à 1 500 euros par station.



La Présidente,

Marie-Pierre de La GONTRIE

M.-P. de La Gontrie



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

DELIBERATION 2015 07 – Adhésion de la commune de NEUILLY-PLAISANCE

Séance du Comité syndical du 18 février 2015

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le périmètre de compétence d'Autolib' Métropole comprend le territoire des collectivités potentiellement membres du Syndicat tels que mentionnés à l'article 1 des statuts.

L'article 6 des statuts prévoit que toutes les personnes publiques visées à l'article L. 5721-2 du CGCT et mentionnées à l'article 1 des statuts, peuvent demander à adhérer au Syndicat mixte.

Au 18 février 2015, les collectivités et établissements publics adhérents à Autolib' Métropole sont :

- ANTONY
- ARCUEIL
- ASNIERES-SUR-SEINE
- AUBERVILLIERS
- BAGNOLET
- BOBIGNY
- BOIS-COLOMBES
- BOURG-LA-REINE
- CACHAN
- CHATENAY-MALABRY
- CHATILLON
- COLOMBES
- COURBEVOIE
- DRANCY
- ENGHEN-LES-BAINS
- GARCHES
- GENNEVILLIERS
- JOINVILLE-LE-PONT
- LA GARENNE-COLOMBES
- LE BLANC-MESNIL
- LE BOURGET
- LE CHESNAY
- LES LILAS
- LE PLESSIS-ROBINSON
- LEVALLOIS-PERRET
- MAISONS-ALFORT
- MONTROUGE
- NEUILLY-SUR-SEINE
- NOGENT-SUR-MARNE
- NOISY-LE-SEC
- PANTIN
- PARIS
- PUTEAUX
- ROMAINVILLE
- ROSNY-SOUS-BOIS
- RUNGIS
- SAINT-CLOUD
- SAINT-MANDE
- SAINT-OUEN
- SCEAUX
- VERRIERES-LE-BUISSON
- VILLEJUIF
- VILLENEUVE-LA-GARENNE
- VINCENNES
- YERRES
- CA GRAND PARIS SEINE OUEST
- CA MONT-VALERIEN
- CA PLAINE CENTRALE DU VAL-DE-MARNE
- CA SUD DE SEINE
- CC CHARENTON – SAINT-MAURICE
- CA CLICHY – MONTFERMEIL
- DEFECTO
- SI SOGARIS
- DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
- REGION ILE-DE-FRANCE



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

La décision d'adhésion d'un nouveau membre est prise par le Comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des votes des délégués au Comité syndical.

Conformément à l'article 4 de la délibération 2014 012 du 27/02/2014, la contribution de fonctionnement des membres telle que prévue à l'article 15 des statuts est fixée à 1 500 euros par station ou équivalent-station pour les collectivités adhérant à Autolib' Métropole après le 1^{er} mars 2014.

Par délibération du Conseil municipal du 20 novembre 2014, la commune de NEUILLY-PLAISANCE a approuvé le principe de son adhésion à Autolib' Métropole.

Il convient désormais de confirmer cette adhésion par une approbation concordante du Comité syndical.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

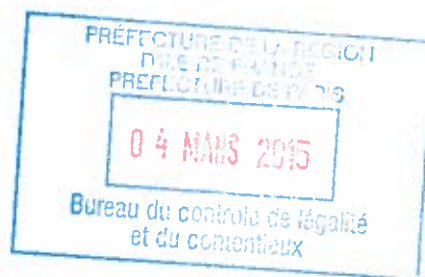
La Présidente



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr



DELIBERATION 2015 08 – Adhésion de la commune de VELIZY-VILLACOUBLAY

Séance du Comité syndical du 18 février 2015

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création d'Autolib' Métropole ;

Vu les statuts d'Autolib' Métropole ;

Vu la délibération 2014 012 du 27 février 2014 et notamment l'article 4 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 19 novembre 2014 ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : APPROUVE l'adhésion de la commune de VELIZY-VILLACOUBLAY au Syndicat mixte Autolib' Métropole.

Article 2 : DIT que conformément à l'article 4 de la délibération 2014 012 susvisée, la contribution de ce nouveau membre au budget du syndicat mixte est fixée à 1 500 euros par station.



La Présidente,

Marie-Pierre de La GONTRIE

M. P. de La Gontrie



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

DELIBERATION 2015 08 – Adhésion de la commune de VELIZY-VILLACOUBLAY

Séance du Comité syndical du 18 février 2015

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le périmètre de compétence d'Autolib' Métropole comprend le territoire des collectivités potentiellement membres du syndicat tels que mentionnés à l'article 1 des statuts.

L'article 6 des statuts prévoit que toutes les personnes publiques visées à l'article L. 5721-2 du CGCT et mentionnées à l'article 1 des statuts, peuvent demander à adhérer au Syndicat mixte.

Au 18 février 2015, les collectivités et établissements publics adhérents à Autolib' Métropole sont :

- ANTONY
- ARCUEIL
- ASNIERES-SUR-SEINE
- AUBERVILLIERS
- BAGNOLET
- BOBIGNY
- BOIS-COLOMBES
- BOURG-LA-REINE
- CACHAN
- CHATENAY-MALABRY
- CHATILLON
- COLOMBES
- COURBEVOIE
- DRANCY
- ENGHEN-LES-BAINS
- GARCHES
- GENNEVILLIERS
- JOINVILLE-LE-PONT
- LA GARENNE-COLOMBES
- LE BLANC-MESNIL
- LE BOURGET
- LE CHESNAY
- LES LILAS
- LE PLESSIS-ROBINSON
- LEVALLOIS-PERRET
- MAISONS-ALFORT
- MONTROUGE
- NEUILLY-SUR-SEINE
- NOGENT-SUR-MARNE
- NOISY-LE-SEC
- PANTIN
- PARIS
- PUTEAUX
- ROMAINVILLE
- ROSNY-SOUS-BOIS
- RUNGIS
- SAINT-CLOUD
- SAINT-MANDE
- SAINT-OUEN
- SCEAUX
- VERRIERES-LE-BUISSON
- VILLEJUIF
- VILLENEUVE-LA-GARENNE
- VINCENNES
- YERRES
- CA GRAND PARIS SEINE OUEST
- CA MONT-VALERIEN
- CA PLAINE CENTRALE DU VAL-DE-MARNE
- CA SUD DE SEINE
- CC CHARENTON – SAINT-MAURICE
- CA CLICHY – MONTFERMEIL
- DEFECTO
- SI SOGARIS
- DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
- REGION ILE-DE-FRANCE



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

La décision d'adhésion d'un nouveau membre est prise par le Comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des votes des délégués au Comité syndical.

Conformément à l'article 4 de la délibération 2014 012 du 27/02/2014, la contribution de fonctionnement des membres telle que prévue à l'article 15 des statuts est fixée à 1 500 euros par station ou équivalent-station pour les collectivités adhérant à Autolib' Métropole après le 1^{er} mars 2014.

Par délibération du Conseil municipal du 19 novembre 2014, la commune de VEUZY-VILLACOUBLAY a approuvé le principe de son adhésion à Autolib' Métropole.

Il convient désormais de confirmer cette adhésion par une approbation concordante du Comité syndical.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

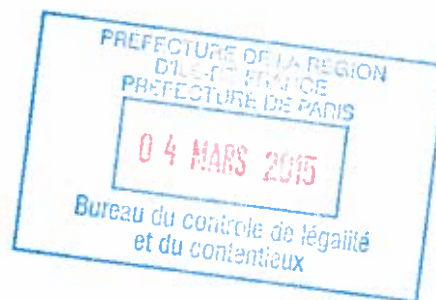
La Présidente



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr



DELIBERATION 2015 09 – Adhésion de la commune de CLICHY

Séance du Comité syndical du 18 février 2015

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création d'Autolib' Métropole ;

Vu les statuts d'Autolib' Métropole ;

Vu la délibération 2014 012 du 27 février 2014 et notamment l'article 4 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 19 novembre 2014 ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : APPROUVE l'adhésion de la commune de CLICHY au Syndicat mixte Autolib' Métropole.

Article 2 : DIT que conformément à l'article 4 de la délibération 2014 012 susvisée, la contribution de ce nouveau membre au budget du syndicat mixte est fixée à 1 500 euros par station.

La Présidente,



Marie-Pierre de La GONTRIE

M. P. de La Gontrie



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

DELIBERATION 2015 09 – Adhésion de la commune de CLICHY

Séance du Comité syndical du 18 février 2015

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le périmètre de compétence d'Autolib' Métropole comprend le territoire des collectivités potentiellement membres du syndicat tels que mentionnés à l'article 1 des statuts.

L'article 6 des statuts prévoit que toutes les personnes publiques visées à l'article L. 5721-2 du CGCT et mentionnées à l'article 1 des statuts, peuvent demander à adhérer au Syndicat mixte.

Au 18 février 2015, les collectivités et établissements publics adhérents à Autolib' Métropole sont :

- ANTONY
- ARCUEIL
- ASNIERES-SUR-SEINE
- AUBERVILLIERS
- BAGNOLET
- BOBIGNY
- BOIS-COLOMBES
- BOURG-LA-REINE
- CACHAN
- CHATENAY-MALABRY
- CHATILLON
- COLOMBES
- COURBEVOIE
- DRANCY
- ENGHIEEN-LES-BAINS
- GARCHES
- GENNEVILLIERS
- JOINVILLE-LE-PONT
- LA GARENNE-COLOMBES
- LE BLANC-MESNIL
- LE BOURGET
- LE CHESNAY
- LES LILAS
- LE PLESSIS-ROBINSON
- LEVALLOIS-PERRET
- MAISONS-ALFORT
- MONTRouGE
- NEUILLY-SUR-SEINE
- NOGENT-SUR-MARNE
- NOISY-LE-SEC
- PANTIN
- PARIS
- PUTEAUX
- ROMAINVILLE
- ROSNY-SOUS-BOIS
- RUNGIS
- SAINT-CLOUD
- SAINT-MANDE
- SAINT-OUEN
- SCEAUX
- VERRIERES-LE-BUISSON
- VILLEJUIF
- VILLENEUVE-LA-GARENNE
- VINCENNES
- YERRES
- CA GRAND PARIS SEINE OUEST
- CA MONT-VALERIEN
- CA PLAINE CENTRALE DU VAL-DE-MARNE
- CA SUD DE SEINE
- CC CHARENTON – SAINT-MAURICE
- CA CLICHY – MONTFERMEIL
- DEFAC TO
- SI SOGARIS
- DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
- REGION ILE-DE-FRANCE



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

La décision d'adhésion d'un nouveau membre est prise par le Comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des votes des délégués au Comité syndical.

Conformément à l'article 4 de la délibération 2014 012 du 27/02/2014, la contribution de fonctionnement des membres telle que prévue à l'article 15 des statuts est fixée à 1 500 euros par station ou équivalent-station pour les collectivités adhérant à Autolib' Métropole après le 1^{er} mars 2014.

Par délibération du Conseil municipal du 10 février 2015, la commune de CLICHY a approuvé le principe de son adhésion à Autolib' Métropole.

Il convient désormais de confirmer cette adhésion par une approbation concordante du Comité syndical.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente